INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 19 juillet 2022**

* En repli ce matin, les marchés actions européens ont fini sur une belle progression ; la menace d’un arrêt des livraisons de gaz russe semblant s’éloigner. L’indice CAC 40 a gagné 1,79% à 6 201,22 points tandis que l’EuroStoxx50 a progressé de 2,18% à 3 588,41 points. L’heure était au rebond à Wall Street où le Dow Jones s'adjugeait 1,60% vers 17h30.
* Les Bourses ont réduit leurs pertes à la mi-séance avant de vraiment décoller dans l'après-midi. L'optimisme est revenu à la suite de la publication d'une dépêche Reuters affirmant, en citant deux sources proches du dossier, que les livraisons de gaz russe passant par le gazoduc Nord Stream 1 allaient reprendre jeudi comme prévu à la fin des opérations de maintenance annuelle.
* Depuis plusieurs semaines, les investisseurs s'inquiètent d'un possible arrêt de ces livraisons, un scénario faisant craindre le basculement de l'Europe, et l'Allemagne la première, en récession. La Bourse de Francfort a d'ailleurs surperformé les autres marchés européens, soutenus par ses sociétés chimiques, importantes consommatrices de gaz, et les utilities, dépendantes du gaz russe. Ce dernier secteur était aussi très bien orienté à Paris.
* L'autre fait important du jour a été la progression de près de 1% de l'euro contre le dollar, soutenu par une information de Bloomberg selon laquelle une hausse de 50 points de base était examinée plus attentivement par la Banque centrale européenne. La monnaie a bénéficié de la réduction de l'écart de taux entre le 10 ans américain et son équivalent américain.
* L'euro gagne 0,88% à 1,0237 dollar, soutenu par une information de Bloomberg selon laquelle une hausse de 50 points de base est examinée plus attentivement par la Banque centrale européenne. A l’heure actuelle, les économistes anticipent une augmentation de 25 points de base jeudi, la première hausse des taux de l'institution financière depuis une décennie.

" Le Conseil des gouverneurs de la BCE (...) a déjà annoncé une hausse de 25 points de base, mais compte tenu, notamment, d'une inflation record à 8,6 % en glissement annuel en juin, les risques sont clairement orientés vers une hausse de 50 points de base ", prévient Martin Wolburg, économiste senior chez Generali Investments.

Franck Dixmier, Global CIO Fixed Income chez AllianzGI, anticipe pour sa part une " action vigoureuse " de l'institution financière. " Difficile en effet d'imaginer de passer l'été en taux négatifs alors que l'inflation n'en finit pas de progresser en zone euro, avec 8,6% en mai et un pic encore devant nous. La chute de l'euro contre le dollar - qui renchérit les prix des matières premières - est un argument supplémentaire pour la Banque Centrale de démontrer sa détermination.", souligne-t-il.

* La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut coûte que coûte réduire la dépendance de l'Europe à la Russie après l'invasion de l'Ukraine. La signature d'un protocole d'accord est annoncée demain dans la capitale égyptienne du Caire entre l'Union européenne, l'Egypte et Israël afin de transférer du gaz israélien vers l'Egypte, seul pays capable d'exporter le gaz pour le moment car il détient les seules usines de liquéfaction de gaz de Méditerranée orientale.

L'accord que s'apprête à signer Ursula von der Leyen fait suite à des négociations entamées depuis mai. Il devrait permettre pour la première fois des exportations "significatives" de gaz israélien vers l'Europe, a déclaré le ministère israélien de l'Énergie.

Il fait suite à la mise en œuvre d'un protocole d'accord signé le 25 novembre 2021 au Caire, lors du sixième Forum du gaz en Méditerranée orientale, prévoyant l'exportation de gaz israélien en Europe grâce à l'Égypte.

Avec ses deux sites de liquéfaction de gaz, l'Egypte est en mesure d'exporter du gaz vers l'Europe, qui, elle, dispose des installations nécessaires pour le retransformer en gaz.

* Les services financiers, d’intermédiation financière et de l’assurance progressent de 454 emplois en juin après un recul modeste le mois dernier, selon le Rapport National sur l'Emploi en France d'ADP. « Les secteurs de l’hôtellerie, de la restauration et de l’énergie portent la création d’emplois en juin » a déclaré Nela Richardson, Economiste en Chef chez ADP. « En dépit des difficultés d’approvisionnement en matières premières, la demande des consommateurs pour les services soutient la création d’emplois. »
* En mai 2022, par rapport à avril 2022, la production dans la construction corrigée des variations saisonnières, a augmenté de 0,4% dans la zone euro et de 0,8% dans l’Union européenne, selon les premières estimations d’Eurostat, l’office statistique de l'Union européenne. En avril 2022, la production dans la construction avait diminué de 1% dans la zone euro et de 1,1% dans l’Union européenne. Dans la zone euro, en mai 2022, par rapport à avril 2022, la production a augmenté de 2,3% pour la branche génie civil, tandis qu’elle a diminué de 0,3% pour la branche bâtiment.

Dans l'Union européenne, la production a augmenté de 2,8% pour la branche génie civil et de 0,4% pour la branche bâtiment.

**SOCIETES**

* La hausse des taux a eu un impact positif sur les valeurs bancaires, qui ont terminé parmi les plus fortes progressions du marché parisien.
* L’Etat va débourser environ 9,7 milliards d'euros pour monter à 100% d’EDF. A la Bourse de Paris, l’action EDF a clôturé en tête de l’indice SBF 120, bondissant de près de 15% à 11,73 euros. Elle est galvanisée par l’offre de rachat de 12 euros par action, coupon attaché, présentée ce matin par le gouvernement. Ce prix représente en effet une prime de 53% sur le cours de clôture du 5 juillet 2022, à la veille de l’annonce par la Première ministre de l’intention de l’Etat de détenir la totalité du capital de l'électricien.

L'Etat a l'intention d'acquérir les 15,9% du capital d'EDF ainsi que 60% des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANEs) qu'il ne détient pas. Il lui en coûtera environ 9,7 milliards d'euros alors que récemment Reuters avait évoqué une opération d'un montant de près de 10 milliards d'euros.

L'Etat est cependant plus généreux que le marché ne l'anticipait encore récemment. La cotation d'EDF avait été suspendue mercredi à 10,2250 euros dans l'attente du communiqué publié ce matin.

S'agissant du calendrier de cette opération, l'offre devrait être déposée d'ici début septembre 2022 auprès de l'Autorité des marchés financiers, sous réserve de la promulgation d'une loi de finances rectificative pour 2022 portant les crédits budgétaires nécessaires à l'offre.

* Alstom a reculé de 2,62 à 24,14 euros après la publication de ses résultats pour le premier trimestre 2022/23 clos au 30 juin. L'environnement mondial plus complexe combinant inflation et pénurie de composants électroniques teste la résilience de son modèle d'affaires. Néanmoins, les perspectives financières de son plan "Alstom in Motion 2025" sont confirmées.

Sur la période, Alstom a vu son chiffre d'affaires progresser de 8% à 4 milliards d'euros. Néanmoins, cela ne rattrape pas le repli des commandes. Celles-ci s'établissent à 5,60 milliards d'euros, soit une baisse de 13% (16% en organique). Le constructeur ferroviaire souligne néanmoins que les commandes en Services ont atteint un nouveau record de 1,844 milliard d'euros.

" Le contexte économique et politique actuel, devenant plus complexe, crée des incertitudes sur les activités opérationnelles et Alstom ne fait pas exception. En particulier, l'inflation va peser dans une certaine mesure sur la rentabilité de l'exercice fiscal 2022/23 et les pénuries de composants électroniques pourraient créer des tensions sur les livraisons " a prévenu le groupe à propos de ses perspectives pour l'exercice fiscal 2022/23.

* Shanghai Chemical Industry Park Industrial Gases (SCIPIG), une filiale d’Air Liquide, va investir plus de 200 millions d’euros dans la construction de deux unités de production d’hydrogène et des infrastructures associées dans le parc industriel chimique de Shanghai (SCIP). " La mise en route de ces unités de production apportera un bénéfice environnemental puisqu’elles ont été conçues pour remplacer l’approvisionnement provenant d’une unité de gazéification de charbon appartenant à un tiers " a précisé le spécialiste des gaz.

Les nouvelles unités seront également équipées d'une technologie de captage et de recyclage de CO2, et seront connectées au réseau local existant de SCIPIG, qui exploite déjà deux unités de production d'hydrogène et trois unités de séparation des gaz de l'air dans le parc industriel.

Dans le cadre de contrats d'une durée de plus de 15 ans, ces unités produiront de l'hydrogène et du monoxyde de carbone pour Covestro China et Shanghai Lianheng Isocyanate Company (SLIC, une coentreprise gérée par BASF et Huntsman) qui sont implantés dans le Parc, ainsi que pour la mobilité et des clients de l'industrie et de l'électronique dans la mégapole du delta du Yangzi.

L'entrée en exploitation de ces unités se fera par étapes, à partir de la fin 2023. Ces deux unités de vaporeformage seront conçues et construites par Air Liquide Engineering & Construction.

* Le titre du groupe Voyageurs du Monde se distingue sur Euronext (+2,51% à 98,20 euros) après l’annonce du rachat du voyagiste américain Extraordinary Journeys. Cette acquisition permet à Voyageurs du Monde de renforcer sa présence géographique sur les marchés anglophones (Voyageurs du Monde détient notamment Original Travel, KE Adventure Travel et Mickeldore au Royaume-Uni). Dans la foulée, l'entreprise a annoncé le relèvement de ses objectifs annuels 2022.

Voyageurs du Monde et Original Travel, sa filiale anglaise, ont pris le contrôle de 65% du capital d'Extraordinary Journeys. Elizabeth Halliday, directrice générale et fille de la cofondatrice Marcia Gordon, conservera 35% des parts de la société.

Le financement sera assuré sur fonds propres et grâce aux sommes levées lors des émissions d'obligations convertibles ayant eu lieu en 2021.

Extraordinary Journeys est un spécialiste des voyages sur mesure à destination de l'Afrique, qui a réalisé un chiffre d'affaires de près de 13 millions de dollars en 2019. Etablie à Washington, Extraordinary Journeys opère 100% online. La société a développé une expertise dans le domaine des voyages itinérants réalisés dans les principaux pays de l'Afrique subsaharienne et a récemment ouvert l'Amérique Latine.

* Le laboratoire américain Johnson & Johnson a dévoilé des résultats trimestriels supérieurs aux attentes même si la hausse du dollar américain face aux autres devises a affecté ses ventes et ses prévisions annuelles. Pour le deuxième trimestre seulement, le bénéfice net de Johnson & Johnson a reculé de 23% à 4,8 milliards de dollars. Rapporté par action et hors éléments exceptionnels, le bénéfice s'est élevé à 2,59 dollars, ce qui est un peu au-dessus des attentes des analystes.

D'avril à juin, le groupe a dégagé un chiffre d'affaires de 24 milliards de dollars américains, ce qui représente une hausse de 3% et ressort au-dessus des prévisions des analystes.

Mais hors impact des taux de change, il a augmenté de 8%, indique Johnson & Johnson dans un communiqué. Pour l'ensemble de l'année, en incluant les évolutions des devises, l'entreprise prévoit désormais une hausse de son chiffre d'affaires comprise entre 2,1% et 3,1% contre de 3,8% à 4,8% auparavant.

**ANALYSES**

* L'inflation accélère, la hausse des salaires aussi. Dans le sillage des prix qui ont progressé de 5,8% sur un an en juin selon l'Insee, le SMIC va augmenter de plus de 2% le 1er août. Ce sera sa quatrième revalorisation depuis le mois d'octobre 2021. Environ 2,5 millions de Français sont concernés. « Malgré l'inflation galopante, le pouvoir d'achat des salariés rémunérés au salaire minimum est protégé », constate l'économiste Gilbert Cette, professeur à Neoma Business School. Ce qui n'est pas forcément le cas des autres.

De ce fait, une question taraude les économistes : l'inflation qui augmente de mois en mois peut-elle provoquer un emballement des salaires, déclenchant la spirale prix-salaire synonyme d'inflation durable ? « La France est le pays de la zone euro où le risque est le plus fort », estime Gilbert Cette. Pour une raison simple. Dans le service public, le point d'indice des fonctionnaires a été revalorisé de 3,5% le 1er juillet. Par ailleurs, la hausse automatique du SMIC a des effets en cascade. Elle devrait entraîner une revalorisation des minima salariaux dans les branches où ils restent inférieurs au salaire minimum. Le gouvernement met d'ailleurs la pression pour que les grilles soient corrigées.

Déjà, la tension monte dans les entreprises, entraînant même des mouvements de grève à la SNCF, chez Transavia, ADP ou encore chez General Electric à Belfort. L'inflation qui dure cristallise le mécontentement des salariés qui n'ont pas été augmentés ou se sont vu octroyer des hausses inférieures à celles des prix et perdent donc du pouvoir d'achat.

Dans ses prévisions, l'Insee table sur une augmentation de 3,3 % du salaire mensuel de base dans le privé (hors prime) cette année, contre une hausse de 1,5 % en 2021. « Il y a un effet des prix sur les salaires, puis les salaires influencent aussi certains prix, par exemple ceux des services qui emploient beaucoup de salariés rémunérés au SMIC. Mais il serait prématuré de parler de spirale prix-salaire », analyse Julien Pouget, chef économiste de l'Institut statistique.

Selon Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE, il est peu probable que cette situation se produise dans les prochains mois. « Depuis 1982, les salaires ne sont plus indexés sur les prix », explique-t-il, rappelant que « dans les années 1970, c'est l'automaticité de l'indexation des salaires qui avait enclenché la boucle prix-salaire ». Ce qui avait compliqué la lutte contre l'inflation. La Banque de France se veut, elle aussi, rassurante. « L'abandon des mécanismes généralisés d'indexation automatique des salaires devrait contribuer à éviter l'enclenchement de cette spirale prix-salaire », écrit-elle dans une note publiée en juin.

Les économistes restent néanmoins attentifs. « Les salaires, ce sera LE sujet de la rentrée », a averti le week-end dernier, lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, le président de Capgemini, Paul Hermelin, qui d'ores et déjà « entend parler dans les entreprises de NAO [négociation annuelle obligatoire, sur les salaires, NDLR] 2023 anticipées à l'automne 2022 ». Les attentes sur les hausses de salaire seront vives alors que l'inflation devrait encore se renforcer autour de 7 %, électrisant le débat sur le pouvoir d'achat.

« Les mois d'octobre, novembre et décembre vont être décisifs », prévient également Gilbert Cette, convaincu que « tôt ou tard, ce seront les ménages qui paieront l'inflation importée ». Aujourd'hui, le gouvernement cherche à recentrer sa politique de soutien sur les ménages les plus modestes. Face à cette situation tendue, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire appelle, lui aussi, « toutes les entreprises qui le peuvent à augmenter les salaires ».

**L’AGENDA DU 20 juillet 2022**

**16h00 aux Etats-Unis**

Ventes de logements anciens en juin

**16h00 en zone eu**ro

Confiance des consommateurs en juillet

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution des stocks de produits pétroliers